

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud

Strasbourg, le 4 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FULCHIRON ALSACE

Weissenberg
67160 WISSEMBOURG

Références : 0191/JW/CE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2022 dans l'établissement FULCHIRON ALSACE implanté Weissenberg 67160 WISSEMBOURG. L'inspection a été annoncée le 14/01/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière, comprenant une extension, est en cours d'instruction.

Une prolongation de l'autorisation initiale a été accordée par arrêtés du 12 janvier 2021 et du 05 janvier 2022.

La visite a été réalisée à la suite de signalements relatifs au dépôt de boues sur la route. Elle avait également pour objet de faire le point sur la mise en oeuvre des mesures relatives aux espèces protégées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FULCHIRON ALSACE
- Weissenberg - 67160 WISSEMBOURG
- Code AIOT dans GUN : 0006700191
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non concerné

La carrière de Riedseltz/Wissembourg est dédiée à l'extraction de sables destinés à l'industrie de la verrerie.

Les matériaux sont extraits à la pelle à ce stade et font l'objet d'un pré-traitement sur le site avant transfert vers le site de Hatten où les matériaux sont traités.

La mise en place d'une drague est prévue en 2022 pour l'exploitation des zones en eau.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- entretien / propreté en sortie de sites
- espèces protégées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives,
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Plan d'exploitation	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2.6	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dépôts de boues sur la route	Arrêté Préfectoral du 05/11/1996, article 17	/	
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 05/11/1996, article 10.2	/	
Espèces protégées	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2.2.2	/	
Espèces protégées	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2.3.2	/	
Espèces protégées	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2.3.3	/	
Espèces protégées	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2.3.4	/	
Espèces exotiques envahissantes	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2.4	/	
Espèces protégées	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2.5	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité d'ordre documentaire a été relevée concernant les éléments à présenter sur le plan d'exploitation (habitats à préserver), ainsi que la production des coupes. Ces dernières permettent notamment d'apprécier le respect des prescriptions relatives aux pentes des talus. L'Inspection a également fait l'objet de quelques observations qui ne nécessitent pas de suites administratives, mais pour lesquelles il est attendu que l'exploitant transmette des justificatifs (entretien de certaines zones d'intérêt écologique, traitement des espèces exotiques envahissantes...).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dépôts de boues sur la route

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/1996, article 17
Thème(s) : Autre, Entretien
Prescription contrôlée : Les véhicules sortant de l'installation ne devront pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.
Constats : L'Inspection a été informée en décembre 2021 de fréquents dépôts de boues sur la route à la sortie du site. Le jour du contrôle, la route était propre. L'exploitant a mis en place un balayage quotidien de la route en fin d'activité depuis mi-décembre 2021. Par ailleurs, le Centre d'Entretien et d'Intervention de Wissembourg a mis en place une signalisation temporaire d'alerte et de limitation de vitesse.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/1996, article 10.2
Thème(s) : Autre, Cautionnement
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières permettant la remise en état maximale est de 383 376 €.
Constats : L'exploitant a présenté un acte de cautionnement relatif à un montant de 383 376 € pour la période du 12/01/2022 au 30/04/2023.
Observations : Le montant cautionné n'a pas été réactualisé en fonction du dernier indice TP01 connu (octobre 2021 : 117,5). La différence entre le montant cautionné et celui qui aurait dû être cautionné est de l'ordre d'environ 6 %. Le prochain renouvellement devant intervenir dans moins d'un an, il conviendra que l'exploitant actualise le montant des garanties financières lors du prochain renouvellement des garanties financières.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Espèces protégées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2.2.2
Thème(s) : Autre, Mesures de réduction
Prescription contrôlée : Une clôture en piquet de bois et grillage à mouton d'une hauteur de 1,5 m est mise en place pour la conservation de la zone à Pélobate brun sur une longueur d'environ 620 mètres linéaires.
Constats : Il a été constaté que la clôture n'a pas été mise en place. Toutefois, la zone est inaccessible aux engins à ce stade de l'exploitation. Après échanges avec Bufo qui assure le suivi du Pélobate brun, l'exploitant propose la mise en place d'un merlon à la limite du secteur à Pélobate. L'Inspection n'a pas d'objection à la mise en oeuvre de ce dispositif qui offre des garanties équivalentes. L'exploitant a indiqué que le dispositif serait réalisé lors des opérations d'entretien prévues au mois de février. Il conviendra qu'il transmette les justificatifs à l'Inspection d'ici fin février.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Espèces protégées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2.3.2
Thème(s) : Autre, Plantation d'une haie
Prescription contrôlée : Dès talutage des fronts du secteur sud, une haie mixte, constituée d'arbres de haut-jet et d'arbustes intercalés, est plantée. Les plantations sont réalisées en 4 étapes entre fin novembre et fin mars.
Constats : Les talus définitifs n'ont pas encore été créés dans le secteur sud. La plantation de la haie est prévue au cours de l'automne 2022. L'exploitant a présenté un bon de commande du 19/11/2021 auprès de l'ONF.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Espèces protégées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2.3.3
Thème(s) : Autre, Plan de gestion
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de gestion des espaces dédiés à la biodiversité. Il vise à présenter les modalités concernant la gestion des espaces à enjeu (opérations prévues d'aménagement ou de gestion, périodicité d'intervention, indicateurs de suivis, etc...).
Constats : Un document de janvier 2022 a été présenté. Il présente les actions issues des recommandations qui font suite aux suivis réalisés par Bufo et la LPO en 2021. Toutefois, le document présenté était incomplet. Il ne comprenait pas toutes les mesures de gestion prévues, il ne précisait pas les modalités de suivi, il ne définissait pas d'indicateurs de suivi, ... Un document mis à jour a été présenté par courriel du 31/01/2022.
Observations : Le document remis le 31/01/2022 ne comporte pas tous les éléments. Il conviendra de le compléter avec des éléments relatifs à la périodicité d'intervention et aux indicateurs de suivi notamment et de le transmettre à l'Inspection dans un délai de deux mois.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Espèces protégées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2.3.4
Thème(s) : Autre, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Le personnel du site est formé aux enjeux et aux consignes relatifs à la biodiversité. Des consignes sont établies et communiquées au personnel.
Constats : L'exploitant a indiqué que le personnel a été formé en 2021 sans pouvoir le justifier. Une nouvelle formation a été organisée le 31/01/2022. L'exploitant a présenté les justificatifs de formation.
Observations : En cas de sous-traitance de certaines opérations, il conviendra également de sensibiliser les intervenants extérieurs (extraction, aménagement ...).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Espèces exotiques envahissantes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2.4
Thème(s) : Autre, Traitement
Prescription contrôlée : Les espèces invasives identifiées dans l'emprise de la carrière font l'objet d'un traitement adapté pour assurer leur maîtrise, voire leur éradication. Les travaux d'arrachage sont réalisés par des méthodes douces et n'entraînent pas de perturbation des sols. L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite. Un suivi est mis en œuvre pour s'assurer de l'efficacité du traitement. Pour limiter leur dissémination dans les espaces dédiés à la biodiversité, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Eviter les engins qui dispersent les fragments de végétaux (type gyrobroyeur),• Prohiber la circulation des engins en provenance des zones d'extraction sur les zones dédiées à la biodiversité,• En ce qui concerne les opérations de défrichage, les engins et matériels de chantiers qui travailleront dans des secteurs occupés par le Solidage ou le Robinier sont nettoyés sur l'aire étanche mise en œuvre à l'entrée du site,• Les déchets verts contaminés sont évacués dans des installations adaptées pour éviter la reprise par bouturage des rémanents. Dans le cas de déchets déplacés, des caissons de transport bâchés et étanches sont utilisés.
Constats : Aucune intervention n'a été réalisée en 2021. Des pieds de Solidage sont présents dans le secteur à Pélobate. Un traitement est prévu dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures recommandées par les organismes de suivi écologique.
Observations : Il conviendra que l'exploitant conserve les justificatifs d'entretien ainsi que les justificatifs relatifs à l'élimination des déchets végétaux d'espèces exotiques envahissantes. Le suivi des espèces exotiques envahissantes devra être réalisé sur tout le site.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Espèces protégées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2.5
Thème(s) : Autre, Suivi écologique
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant organise un suivi écologique. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">• pour le Pélobate brun : 5 passages nocturnes et 2 passages diurnes entre le 1er avril et le 15 septembre,• pour le Petit gravelot : 3 passages diurnes entre le 1er avril et le 15 juillet,• pour le Guêpier d'Europe : 3 passages diurnes entre le 15 avril et le 15 août,• pour l'avifaune : 2 passages diurnes en mai et juin,• pour les amphibiens : 5 passages nocturnes et 2 passages diurnes entre le 1er avril et le 15 septembre,• pour les reptiles : 2 passages diurnes entre le 1er avril et le 15 juillet. <p>Les résultats des suivis sont retranscrits dans un rapport d'expertise comportant une liste des espèces rencontrées (en plus des espèces cibles), une cartographie d'occupation de l'espace, une évaluation des populations en place et de leur évolution, la localisation des espèces, une évaluation de l'efficacité des mesures mises en place.</p> <p>En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, des mesures correctrices doivent être apportées par l'exploitant afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées ; la préfète est préalablement informée des mesures correctrices proposées.</p> <p>Les résultats des suivis écologiques sont transmis à la DREAL Grand Est avant le 31/01/2021.</p>
<p>Constats : L'exploitant a mis en place des suivis écologiques. La LPO assure celui de l'avifaune, alors que Bufo effectue le suivi des amphibiens et des reptiles.</p> <p>Le rapport de la LPO a été présenté. Celui relatif aux amphibiens n'a pas encore été finalisé par l'organisme de suivi.</p> <p>Les deux organismes de suivi ont émis des recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour le Petit gravelot : coupe de la végétation arbustive et griffage du sol,- pour le Pélobate : réouverture du front de taille du secteur à Pélobate avec coupe arrêtée au niveau du sol et broyage possible, réouverture de la zone entre les deux plans d'eau avec suppression de la végétation et étrepage de la zone sur une profondeur de 20 cm et interdiction du broyage. <p>Ces mesures n'ont pas encore été mises en œuvre. L'exploitant a indiqué qu'elles seraient effectives d'ici mi-février.</p>
<p>Observations : Concernant le rapport LPO, pour les prochains suivis, il conviendra qu'il soit complété avec un bilan de l'évolution des populations et avec un bilan de l'efficacité des mesures de gestion.</p> <p>Concernant le rapport Bufo, il convient qu'il soit transmis à l'Inspection dans les meilleurs délais.</p> <p>En outre, il convient que l'exploitant justifie de la mise en œuvre des mesures de gestion précitées d'ici fin février.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2.6
Thème(s) : Autre, Espèces protégées
Prescription contrôlée : Les zones d'évitement identifiées à l'article 3.2.1.1, les habitats identifiés à l'article 3.2.1.5, les zones clôturées définies à l'article 3.2.2.2 et les friches pionnières mentionnées à l'article 3.2.3.1 du présent arrêté sont représentées et identifiées sur le plan d'exploitation prévu à l'article 16 de l'arrêté du 05/11/1996. Le plan est transmis à la DREAL avant le 31/01/2021.
Constats : Le plan d'exploitation du 17/01/2022 a été présenté. Les zones d'évitement ne sont pas reportées sur le plan d'exploitation. Par ailleurs, les limites du périmètre autorisé représentées sur le plan sont inexactes (l'extension de 1 ha n'est pas incluse). De plus, le plan d'exploitation ne précise pas les profondeurs dans les zones en eau et de nombreuses informations précisées à l'article 16.1 de l'arrêté du 05/11/1996 sont absentes (clôtures, étendue des zones décapées, des zones remises en état ...). En outre, l'exploitant ne dispose pas des coupes dans les zones d'exploitation prévues à l'article 16.1 de l'arrêté du 05/11/1996.
Observations : Il convient que l'exploitant transmette un plan complété avec l'ensemble des informations nécessaires et des coupes dans un délai de deux mois. Si la représentation des zones d'évitement conduit à surcharger le plan d'exploitation, un second plan dédié peut être réalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale